



POSTAUX  
DE PARIS



**La CGT  
demande l'arrêt  
de cette  
expérimentation  
qui ne  
pérennise en  
rien le métier  
des agents de  
station et sape  
celui des  
postières et des  
postiers □**

## **Expérimentation à ne pas recommander Exigeons que chaque Service Public assure ses missions !**

**A** partir d'aujourd'hui, Simplon sera pilote de l'opération visant la délivrance de plis recommandés au guichet du métro.

Alors que la RATP a justifié la suppression de la vente manuelle pour rendre l'agent plus disponible au contact du voyageur, pour la gestion des espaces, on voit apparaître « une nouvelle mission » certes de service public mais qui n'a aucun lien avec la qualification et la mission des agents de la RATP, entreprise publique de transport public.

Imaginer de nouvelles missions n'ayant aucun lien avec le cœur du métier, sous couvert de le pérenniser, est en réalité un simple prétexte pour mettre en concurrence des salariés d'entreprises publiques et organiser la casse des services publics.

Développer le SAV des titres de transport, rendre la même qualité de service quelque soit le lieu, l'heure et le jour de la semaine dans le cadre des déplacements des usagers du transport, donner les moyens aux agents de le faire, c'est à cela que doit s'attacher la RATP.

La Poste de son côté ne cache plus son projet de réviser les implantations de bureaux de postes, y compris à Paris où ce sont des centaines d'emplois qui ont été supprimés aux guichets. On comprend mieux sa volonté de trouver un autre circuit de distribution d'un service que la Poste juge peu rentable.

La direction de la poste doit stopper le démantèlement du service postal et garantir le maintien de « vrais » bureaux de poste pour l'ensemble de la population.

La RATP et la Poste doivent renoncer à la mise en place d'un dispositif qui mettrait en cause les impératifs de confidentialité, de sécurité et d'accessibilité de tous aux services.

La CGT n'est pas dupe sur le débat qui traverse notre pays et concernant l'avenir des entreprises publiques, sur le désengagement de l'état afin d'offrir sur un plateau doré les services publics aux actionnaires du privés. Plus de 2,3 millions de votants lors de la votation citoyenne contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal l'ont bien compris.

La RATP et la Poste doivent s'inscrire dans le développement des services publics au travers d'une politique offensive de recrutement, bien loin des politiques menées.

**Les agents de la RATP n'ont pas vocation à éponger les stratégies destructrices d'emplois des entreprises.**